



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 16 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LUC DURAND

ZA La Chesnaie

PRUILLE

49770 Longuenée-En-Anjou

Références : 2024-383_INSP_RAP_AS_DURAND Thorigné
Code AIOT : 0006304948

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2024 dans l'établissement LUC DURAND implanté lieu-dit Chauvon 49220 Thorigné-d'Anjou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LUC DURAND
- lieu-dit Chauvon 49220 Thorigné-d'Anjou
- Code AIOT : 0006304948
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Unité de maturation des mâchefers

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
4	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prélèvements et analyses de PFAS ont été commandés par l'exploitant au laboratoire INOVALYS. Aucun écart majeur relevant de la responsabilité de l'exploitant n'est constaté. Par contre, il est apparu à cette occasion que la qualité des rendus par le laboratoire est perfectible (voir points de contrôle 3 et 4 de ce rapport).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée – L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats – L'établissement est actuellement classé sous le régime de l'autorisation pour son unité de maturation de mâchefers (rubrique 2791 – Traitements de déchets non dangereux).</p> <p>Compte tenu de l'activité autorisée de maturation de mâchefers, la liste des PFAS retenus est celle de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 relatif à l'analyse des substances per et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des ICPE relevant du régime de l'autorisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<p>Prescription contrôlée – L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
Constats – L'exploitant a transmis les analyses faites sur les 20 PFAS et les AOF tel que demandé

par l'arrêté ministériel référencé et les bordereaux (version papier) ont été communiqués à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée – Les mesures (prélèvements et analyses) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<p>Constats – Les analyses ont été réalisées par le laboratoire INOVALYS site d'Angers ainsi référencés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport D240710865 – Référence échantillon E2407038697 ; • Rapport D240809440 – Référence échantillon E2408030263 ; • Rapport D240911598 – Référence échantillon E2406051500. <p><u>L'inspection des installations classées relève que :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • L'échantillon de septembre est référence E2406051500 correspond à un référencement du mois de juin ; • Les résultats d'analyses ne sont pas commentés (art. 4.III de l'AM du 20/06/2023) ; • Les rapports d'analyses ne précisent pas l'entité qui a réalisé les prélèvements ; • La référence à l'accréditation est spécifiée par un code propre à INOVALYS sur les rapports d'analyses, aucune attestation d'accréditation relative aux prélèvements et aux analyses des PFAS n'est fournie. <p><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</u> – L'exploitant a déclaré ne disposer que des rapports d'analyses cités ci-dessus et communiqués à l'administration. L'inspection des installations classées rappelle que l'arrêté ministériel du 20/06/2023, qui appelle les prélèvements et les analyses des PFAS, prescrit leur exécution sous accréditation. A ce titre, il incombe aux prestataires, qui ont obtenu ces labels du ministère en charge de l'environnement, de communiquer tous les justificatifs qui montrent que ces travaux respectent les prescriptions de l'arrêté ministériel.</p> <p>Par conséquent, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments suivants qu'il devra récupérer auprès du laboratoire INOVALYS Angers :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les attestations d'accréditation des entités ayant procédé à l'exécution des prélèvements et des analyses ; ➤ Les fiches d'intervention de l'entité accrédité qui a réalisé les prélèvements ; ➤ Le rapport d'analyse du mois de septembre correctement référencé levant l'erreur de référencement de l'échantillon ; ➤ Les commentaires venant en conclusions de l'exécution des opérations de prélèvements et d'analyses des PFAS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Exigences pour les prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée – Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
Constats – Aucun compte-rendu n'est disponible quant aux conditions de prélèvement des échantillons par l'organisme accrédité pour son exécution. En l'absence de rejet dans le milieu naturel, l'exploitant a fait prélever les échantillons dans le dernier bassin en eau (celui à partir duquel les rejets peuvent être effectués, si nécessaire). Pour ce qui est du niveau d'activité, aucun mâchefer n'est en maturation depuis de nombreux mois. Les résultats transmis par INOVALYS Angers montrent que seul le troisième échantillon (mois de septembre) décèle des PFOA à une teneur de 0,025 µg/l, en référence à une LQ de 0,020 µg/l.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre un descriptif du protocole de prélèvement des échantillons réalisé sous accréditation qui atteste du respect des conditions de prélèvements requises par l'arrêté ministériel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée – Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/l est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/l est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/l, la mention « non quantifiée » est précisée.
Constats – Les rapports d'analyses transmis font état de limites de quantification de : <ul style="list-style-type: none">➤ 20 ng/l pour les PFAS ;➤ 2 µg/l pour les AOF
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
--

Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
<u>Prescription contrôlée</u> – L’exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d’analyse, par voie électronique, à l’inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l’arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<u>Constats</u> – Suite à des difficultés de codes et de connexion à la base GIDAF, l’exploitant a demandé l’intervention de la DREAL (service régional) pour la mise en place du reporting des résultats d’analyses PFAS. La mise à disposition des données par voie numérique est en cours de réalisation.
Type de suites proposées : Sans suite